

SOMMAIRE

1	OBJET DU DOCUMENT ET CONDITIONS D'APPLICATION	3
1.1	OBJET.....	3
1.2	CONDITIONS D'APPLICATION	3
2	RELATIONS ENTRE LES INTERVENANTS	3
2.1	ORGANISATION DES REUNIONS	3
2.2	REGLES DE DIFFUSION DES COURRIERS PAR LES ENTREPRISES	4
3	COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION.....	4
3.1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
3.2	MODALITES D'ORDONNANCEMENT.....	4
4	ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....	4
4.1	AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	4
4.2	ACOMPTE MENSUELS	4
4.3	DELAIS ASSOCIES AU TRAITEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS	5
5	ORGANISATION DES ETUDES D'EXECUTION	5
5.1	PERIODE DE PREPARATION / DIFFUSION DE LA LISTE PREVISIONNELLE DES DOCUMENTS D'ETUDES	5
5.2	CIRCUIT DE DIFFUSION DES DOCUMENTS D'ETUDES	5
5.2.1	Mode de diffusion.....	5
5.2.2	Bordereaux d'envoi	5
5.2.3	Destinataires et nombres d'exemplaires.....	6
5.2.4	Codification des documents	6
5.3	DELAIS ASSOCIES AUX VISAS ET REPRISES.....	6
5.4	CIRCUIT D'APPROBATION DES DOCUMENTS D'ETUDES D'EXECUTION.....	6
6	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	6
6.1	Prestations préliminaires, extérieures au bâtiment.....	7
6.1.1	Branchements provisoires d'eau et d'électricité.....	7
6.1.2	Branchements provisoires d'égouts	7
6.1.3	Voies d'accès et environnement du chantier	7
6.1.4	Sanitaires de chantier, réfectoire de chantier, vestiaires.....	8
6.1.5	Salles de réunion.....	8
6.2	Équipement du bâtiment.....	8
6.2.1	Eau (réseau de chantier).....	8
6.2.2	Électricité	9
6.3	Organisation du chantier – Contrôle d'accès	9
7	CONDITIONS D'EXECUTION	10
7.1	GENERALITES.....	10
7.1.1	Horaires de chantier	10
7.1.2	Limitations liées aux contraintes de l'opération	10

7.2	APPROVISIONNEMENTS ET CONDITIONS D'ACCES	11
7.3	SECURITE	11
7.4	Manutention et levage	11
7.4.1	Généralités.....	11
7.5	Gestion des déchets	11
7.5.1	Déchets amiantés	11
7.5.2	Déchets non amiantés	12
7.6	NETTOYAGES	12
8	Points divers liés au fonctionnement du chantier.....	13
8.1	CONSIGNATION DES RESEAUX	13
8.2	SOLUTIONS ANTI-INTRUSION	13
8.3	PROTECTIONS COLLECTIVES	13

1 OBJET DU DOCUMENT ET CONDITIONS D'APPLICATION

1.1 OBJET

Le présent document s'inscrit dans le cadre général du projet de construction d'un bâtiment à usage de laboratoires et de bureaux sur le site de l'ANSES, situé avenue Tony Garnier à Lyon. Les travaux objet du présent marché consistent à procéder au curage, au désamiantage, à la gestion du plomb et à la déconstruction sélective du bâtiment existant et occupé par le personnel de l'ANSES jusqu'à livraison du bâtiment neuf.

Il a pour but, en complément du CCTP et du PGC, de définir l'organisation et le fonctionnement du chantier.

Par souci de simplicité, le terme « titulaire » est utilisé ci-après pour désigner l'entreprise titulaire du lot désamiantage, déplombage, curage et déconstruction.

1.2 CONDITIONS D'APPLICATION

L'application du présent règlement doit être faite sans restriction, sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

Les spécifications du C.C.T.P. peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux, et il convient de souligner que cette description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

L'entrepreneur doit exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et donc inclure dans son offre globale et forfaitaire, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages Tous Corps d'Etat suivant les plans remis et les règles de l'Art.

L'entrepreneur doit, avant de soumissionner, se rendre compte personnellement et sur place, de l'état des lieux, des difficultés d'accès, d'approvisionnements et de toutes sujétions générales.
Tous les frais en résultant de quelque nature et d'importance qu'ils soient sont à la charge de l'entrepreneur.

En cas de contradiction entre le présent document et le CCTP, concernant le descriptif d'une prestation ou sa prise en charge, les prestations retenues seront celles décrites dans le document obéissant à l'ordre de préséance ci-dessous :

- CCTP
- Note d'Organisation de Chantier

Il est cependant précisé que toute prestation mentionnée dans au moins l'un des deux documents est due. Le titulaire ne pourra opposer l'absence de description d'une prestation dans son CCTP, et précisée dans la NOC, pour s'en affranchir.

2 RELATIONS ENTRE LES INTERVENANTS

2.1 ORGANISATION DES REUNIONS

Dans le cadre du suivi de la réalisation du projet ANSES 31 avenue Tony Garnier, à Lyon, plusieurs types de réunions seront organisées par les différents intervenants du projet (Maitrise d'ouvrage, assistant à la maîtrise d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, OPC, SPS, bureau de contrôle, etc.). L'absence des entreprises aux réunions ou visites de chantier auxquelles elles auront préalablement été convoquées par quels que moyens que ce soit (message électronique, courrier, compte-rendu de réunion, etc.) sera pénalisable. Tout retard supérieur à un quart d'heure vis-à-vis de l'heure de convocation sera également pénalisable. Le montant des pénalités associées est défini dans le CCAP.

Lors de chacune de ces réunions et visites de chantier, les entreprises devront être représentées par du personnel apte à répondre à l'objet de ladite réunion, tant en termes de reporting, que d'engagement ou de prise de décision

pour le compte de la société qu'il représente. Dans le cas contraire, l'entreprise serait considérée absente et s'exposerait à l'application des pénalités prévues en pareil cas.

Les entreprises ne pourront prétendre à aucune rémunération complémentaire au titre de leur participation requise à quelle que réunion et visite de chantier que ce soit dans le cadre du projet de Curage, désamiantage, déplombage et déconstructions du bâtiment de l'ANSES ; ceci indépendamment de leurs durées, de leurs fréquences ou de leurs périodes d'organisation.

2.2 REGLES DE DIFFUSION DES COURRIERS PAR LES ENTREPRISES

Le mode de diffusion suivant est retenu pour les courriers émis par le titulaire :

- Tous les courriers et leurs copies seront à envoyer par voie postale ou à remettre en main propre à leur destinataire. Une transmission par mail pourra être utilisée en cas d'urgence mais en complément de l'envoi postal.
- Seul le mandataire du lot est habilité à émettre ou à recevoir les courriers destinés au lot qu'il représente.
- Sur chaque courrier, il apparaîtra impérativement :
 - o l'objet
 - o l'ensemble des destinataires et des destinataires en copie

Une codification pour l'envoi des mails pourra être mise en œuvre dans le cadre du chantier. Le cas échéant, l'ensemble des entreprises intervenant sur le projet devront s'y conformer. A défaut, cela sera considéré comme une défaillance contractuelle pouvant donner lieu à l'application des pénalités mentionnées au CCAP.

3 COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION

3.1 DISPOSITIONS GENERALES

La mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination (OPC) des travaux est assurée l'entreprise IXANS, dont le siège social est situé 470 route du Tilleul – 69270 CAILLOUX SUR FONTAINES. Par souci de simplicité, le terme « OPC » est utilisé ci-après pour désigner la personne en charge de la mission OPC.

3.2 MODALITES D'ORDONNANCEMENT

Pendant la période de préparation de chantier ainsi que suite à toute sollicitation de l'OPC durant la phase d'exécution des travaux, les entreprises devront fournir à l'OPC tous les renseignements jugés nécessaires par celui-ci à l'établissement du calendrier détaillé des études et d'exécution des ouvrages.

Les entreprises respecteront les conditions de planning établies par la maîtrise d'œuvre et l'OPC par le biais des éléments planning qui leur seront notifiés par la maîtrise d'ouvrage par voie d'Ordre de Service.

4 ORGANISATION ADMINISTRATIVE

4.1 AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS

Les modalités relatives à l'agrément des sous-traitants sont définies dans le CCAP, ou, à défaut, durant la période de préparation. Il est précisé que l'entrepreneur répondra aux exigences administratives et réglementaires nécessaires à l'agrément de ses sous-traitants, de manière exhaustive, complète, et compatible avec les délais de réalisation de ses travaux. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la transmission d'une demande d'agrément complète par l'entrepreneur. Celui-ci ne pourra se prévaloir des contraintes liées à ces démarches pour justifier d'un quelconque retard dans la réalisation de ses travaux. Il prévoira notamment de déposer sa demande d'agrément au minimum 30 jours avant la réalisation des travaux concernés.

4.2 ACOMPTE MENSUELS

Les éléments relatifs à la diffusion et au traitement des acomptes mensuels sont définis au CCAP ou, à défaut, les seront durant la période de préparation.

4.3 DELAI ASSOCIE AU TRAITEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS

En cas de demande de travaux modificatifs, la maîtrise d'œuvre en établira le descriptif qu'elle transmettra aux entreprises concernées pour chiffrage. Les entreprises retourneront leur estimation financière à la maîtrise d'œuvre dans un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de la réception du descriptif. Sans réponse de l'entreprise dans le délai imparti, la demande de travaux modificatifs sera instruite sur la base d'un chiffrage établi par la maîtrise d'œuvre.

5 ORGANISATION DES ETUDES D'EXECUTION

5.1 PERIODE DE PREPARATION / DIFFUSION DE LA LISTE PREVISIONNELLE DES DOCUMENTS D'ETUDES

La durée de la période de préparation est fixée par le planning marché ; le terme « planning marché » désignant le planning joint au marché signé par l'entrepreneur.

Durant la période de préparation, les entreprises, en fonction de leurs prérogatives et de leurs marchés respectifs sont tenues de transmettre et réaliser les éléments suivants :

- Tout élément mentionné comme étant dû durant cette période, dans le planning marché et de manière générale dans les autres pièces du marché
- Le premier indice du plan d'installation de chantier. Celui-ci sera fourni par l'entreprise titulaire du lot désamiantage, déplombage, curage et déconstruction dans les 7 premiers jours calendaires de la période de préparation
- Dans les 7 premiers jours calendaires de la période de préparation, tout élément demandé par l'OPC dans le cadre de l'établissement des calendriers d'exécution et de la coordination générale du projet, et notamment :
 - o Liste détaillée des documents d'études
 - o Tout autre élément jugé nécessaire par l'OPC dans le cadre de sa mission
- Les demandes d'autorisation administratives d'intervention sur les ouvrages contenant du plomb et/ou de l'amiante devront avoir été déposées auprès des autorités compétentes, dans les 14 premiers jours calendaires de la période de préparation.

5.2 CIRCUIT DE DIFFUSION DES DOCUMENTS D'ETUDES

5.2.1 Mode de diffusion

En présence ou en l'absence d'un système informatisé de gestion documentaire, les documents produits par les entreprises seront diffusés :

- En version papier par courrier ou remis en main propre contre signature, au nombre d'exemplaires défini dans le document « circuit de diffusion des documents d'études et des visas » que l'OPC établira au plus tard en fin de période de préparation et que l'entrepreneur sera tenu de respecter ;
- Systématiquement accompagnés d'un bordereau de diffusion transmis aux destinataires ainsi qu'à l'OPC ;
- En version informatique format .pdf ;
- En version informatique format natif.

La date de diffusion retenue pour la diffusion des documents sera la date de réception des versions papier, impérativement accompagnées de leur bordereau d'envoi (voir §5.2.2 ci-après)

5.2.2 Bordereaux d'envoi

Un bordereau type, transmis aux entreprises durant la période de préparation, devra être renseigné et transmis en accompagnement de tout document. Une copie de ce bordereau sera systématiquement transmise à l'OPC

pour information et prise en compte effective de la date de diffusion, sous peine de possible application de la pénalité prévue au CCAP, notamment en cas de récidive.

5.2.3 Destinataires et nombres d'exemplaires

Les documents d'études diffusés par les entreprises seront soumis au visa de la maîtrise d'œuvre et à avis du contrôleur technique, le cas échéant.

Tout document d'études émis par les entreprises devra être diffusé **a minima** comme suit :

- Au MOE (1 exemplaire papier)
- au bureau de contrôle technique (1 exemplaire papier).
- aux différents bureaux d'études concernés selon la nature des études (1 exemplaire pour chaque bureau d'étude concernés par ledit document).

Soit au minimum en 3 exemplaires et quoiqu'il en soit, en autant d'exemplaires que définis dans le document « circuit de diffusion des documents d'études et des visas » que l'OPC établira au plus tard durant la période de préparation. Le nombre d'exemplaires à produire et à diffuser ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une quelle que réclamation, financière ou autre, que ce soit.

5.2.4 Codification des documents

Un système de codification des documents d'études sera mis en place pour le projet au plus tard durant la période de préparation. Les entreprises devront s'y conformer obligatoirement sous peine de l'application des pénalités prévues au CCAP ; la juste codification des documents émis par les entreprises étant considérée comme une obligation contractuelle.

5.3 DELAIS ASSOCIES AUX VISAS ET REPRISES

La maîtrise d'œuvre dispose d'un délai de 14 jours calendaires pour émettre son visa. Ce délai court à partir de la date de réception par la maîtrise d'œuvre des documents en version papier, accompagnés de leur bordereau d'envoi.

Les entreprises disposent d'un délai maximum de 7 jours calendaires pour émettre un indice supérieur après obtention du visa. Ce délai court à partir de la date de diffusion du visa concerné. Au-delà de ce délai, l'entreprise s'expose à l'application des pénalités prévues au marché.

Dès lors que le Maître d'œuvre répond dans les délais qui lui sont fixés (14 jours calendaires suivant la réception complète des documents d'exécution) au premier indice de document, l'Entrepreneur est responsable de tout retard susceptible de résulter de la procédure de visa de ses documents d'exécution, et doit, à cette fin, en soigner tout particulièrement l'élaboration afin d'éviter toute itération du processus de vérification et de correction.

5.4 CIRCUIT D'APPROBATION DES DOCUMENTS D'ETUDES D'EXECUTION

Le circuit d'approbation des documents d'études émis par les entreprises sera diffusé au titulaire en cours de période de préparation. Il précisera entre autres la nature des visas utilisés dans le cadre du projet et les obtentions nécessaires au passage en statut BPE d'un document.

6 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier, la sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier respecteront :

- Le PGC
- Le code du travail
- L'emprise chantier mise à disposition sur le projet de plan d'installation de chantier joint au DCE

La localisation de la base vie, les accès de chantier pour les matériaux et personnels sont définis sur le plan d'installation de chantier présenté par le titulaire, qui respectera les espaces mis à disposition, précisé sur le plan de principe de d'installation de chantier joint au DCE.

Le premier indice du plan d'installation de chantier sera transmis par le titulaire durant la première semaine de la période de préparation. Des mises à jours seront diffusées autant que nécessaire ou sur demande de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC ou du coordonateur SPS. Le plan d'installation de chantier initial et chacune des mises à jour seront soumis à la validation de la MOE et du SPS et à l'accord de l'OPC.

Les installations de chantier, leur configuration, leur entretien, leurs raccordements et adductions seront conformes aux éléments décrits dans les pièces marché et notamment dans le présent document.

Avant toute intervention sur site, un état des lieux contradictoire sera établi entre les entreprises et le maître d'ouvrage, ainsi que les tiers mitoyens et la ville de Lyon / Métropole concernant les ouvrages mitoyens et espaces publics.

6.1 Prestations préliminaires, extérieures au bâtiment

6.1.1 Branchements provisoires d'eau et d'électricité

Le titulaire exécute, ou fait exécuter, les divers branchements et réseaux provisoires d'alimentation en eau, d'assainissement, d'électricité et de courants faibles (notamment téléphonie/internet via fibre optique si disponible) nécessaires pour les besoins du chantier.

Les branchements provisoires et les compteurs, les raccordements des installations, l'ensemble des réseaux extérieurs de distribution (force motrice et éclairage provisoire) ainsi que leur entretien, sont à la charge de cet entrepreneur. Les branchements des compteurs d'eau et d'électricité, candélabres, luminaires divers provisoires etc. resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque et au plus tard jusqu'à la réception du projet.

Les consommations d'eau, d'électricité et téléphonie/internet du chantier sont à la charge du lot désamiantage, déplombage, curage et déconstruction.

6.1.2 Branchements provisoires d'égouts

Cette prestation, à la charge du titulaire comporte le branchement sur le collecteur général EU, depuis les baraquements de chantier. Ce lot réalise le branchement des installations sanitaires du chantier.

Un curage des réseaux EU et EP dans l'environnement immédiat de la zone de chantier sera réalisé après enlèvement de l'installation et pris en charge financièrement par le titulaire.

6.1.3 Voies d'accès et environnement du chantier

Voies d'accès chantier

Le titulaire a à sa charge, l'entretien des voies d'accès et les modifications liées à la configuration du chantier, qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif.

Le nettoyage de la voirie sera à la charge du titulaire pendant toute la durée du chantier.

Voie d'accès baraquements de chantier et zone baraquement de chantier

Le titulaire doit la création d'un chemin d'accès piéton balisé, l'entretien et le nettoyage de la voie d'accès aux baraquements de chantier et de la zone des baraquements de chantier.

En fin de chantier, le titulaire doit leur enlèvement y compris l'évacuation des matériaux à la décharge et la remise en état des lieux dans leur configuration initiale.

Ces entretiens et nettoyage doivent être réalisés durant la totale durée du chantier.

Environnement du chantier

Abattage des arbres et arbustes : Aucun arbre ou arbuste ne doit être abattu ou élagué sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Conservation des arbres et arbustes : les arbres et arbustes susceptibles d'être abîmés doivent être protégés par le titulaire.

Clôtures, panneaux de chantier et de signalisation à la charge du titulaire.

Les prestations suivantes sont à la charge du titulaire.

Clôtures de chantier fixes

Le chantier est clos. Un "plan de clôture" fixe les dispositions et emplacements arrêtés.

Les portails d'accès sont munis de serrures (portail accès base vie, portail accès chantier).

L'affichage publicitaire est interdit sur ces clôtures.

Le titulaire a la charge de l'installation, de l'entretien des clôtures et des portails, du déplacement et du complément de clôture, ou de l'aménagement/modification des clôtures existantes selon la configuration du chantier, puis de la dépose des installations provisoires en fin de chantier y compris remise en état des abords et des clôtures existantes qui pourraient être conservées au titre du projet, le cas échéant.

Le type de clôture devra respecter les obligations de hauteur, type, forme, couleur éventuellement transmises par la ville de Lyon, la Métropole ou la maîtrise d'œuvre.

Panneaux de chantier

Dès l'ouverture du chantier, un "PANNEAU DE CHANTIER" est composé et mis en place par le titulaire, en respectant la trame et les directives du Maître d'Œuvre, en vue d'indiquer :

- Le numéro du permis de démolir, la date de commencement des travaux et la date présumée de leur achèvement.
- Les noms et adresses du Maître de l'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre, Bureau de Contrôle, Coordinateur Sécurité Santé, OPC, des différents financeurs de l'opération.
- La désignation du lot et des entreprises titulaires et sous-traitantes.

La prise en charge des éventuelles modifications et mises à jour est assurée par le titulaire. Sont proscrits, tous les autres panneaux, exception faite de ceux visés ci-après, sauf autorisation spéciale du Maître d'Œuvre.

Panneaux de signalisation

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier, ainsi que les panneaux de signalisation de circulation sur le chantier et dans les bâtiments sont confectionnés et mis en place par le titulaire, qui veille à leur bonne conservation pendant toute l'exécution des travaux.

Un balisage d'accès au chantier sera réalisé par le titulaire depuis les rues desservant les entrées du chantier.

Demande d'accès voiries

Toute demande de neutralisation de l'espace public pour les besoins du chantier et ce, quelle qu'en soit la durée, sera assurée, déposée et prise en charge par le titulaire auprès des autorités compétentes. Le titulaire s'acquittera des éventuels frais et redevances associés.

6.1.4 Sanitaires de chantier, réfectoire de chantier, vestiaires

Sont compris sous cette rubrique, les installations WC, douches, postes d'eau, réfectoire collectif, vestiaires de l'entreprise, ainsi que leur chauffage.

Les caractéristiques de ces installations, ainsi que celles de toutes les installations communes sont celles imposées par la réglementation en vigueur et le PGC.

La fourniture, la location, la pose des installations sanitaires, réfectoire collectif, vestiaires collectifs, leurs raccordements aux réseaux eau, assainissement, électricité sont à la charge du titulaire. Les consommations (eau et énergie), les consommables et l'entretien journalier sont également pris en charge par le titulaire pendant toute la durée du marché.

6.1.5 Salles de réunion

Le titulaire devra en outre prévoir l'aménagement d'une zone pour la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage qui comprendra :

- Une salle de réunion chauffée et climatisée d'environ 15 m² équipée de tables et chaises, d'un tableau blanc effaçable et de prises de courant
- Un sanitaire commun associé à la salle de réunion
- Un accès internet wifi sera assuré dans les locaux
- Des EPI (casques, bottes, gilets) de différentes tailles et à disposition

La location des installations ainsi que les consommations d'énergie et l'entretien de ces locaux sont à la charge du titulaire.

6.2 Équipement du bâtiment**6.2.1 Eau (réseau de chantier)****Réseau provisoire d'alimentation en eau**

L'installation et l'entretien du réseau d'eau provisoire de chantier sont à la charge du titulaire.

Le réseau provisoire d'eau, ainsi que son entretien et modifications au fur et à mesure de l'avancement du chantier, incombent à cet entrepreneur.

Toute fuite devra être réparée sans délai. La prise en charge financière des éventuels sinistres sur les ouvrages réalisés ou conservés sera assurée par le titulaire.

La dépose et l'évacuation en fin de chantier, le calfeutrement des percements, incombe au titulaire.

6.2.2 Électricité

Alimentation principale, TGBT chantier et réseau intérieur provisoire

Le raccordement du réseau électrique provisoire est réalisée par le titulaire.

Est également à charge du titulaire, la fourniture et la mise en oeuvre des éléments suivants :

- L'alimentation électrique du réseau provisoire en amont du TGBT chantier.
- L'armoire générale de chantier basse tension (TGBT-Chantier).
- Le raccordement du réseau provisoire depuis le TGBT-Chantier.
- L'entretien des réseaux et terminaux intérieurs de distribution de force motrice et d'éclairage provisoire, à partir de l'armoire générale de chantier en des points indiqués sur les plans d'organisation de chantier. L'installation comprend : coffrets de distribution d'étage, coffrets de distributions de zones, coffrets mobiles, terminaux d'éclairage.

Éclairage intérieur provisoire

L'éclairage provisoire sera réalisé par le titulaire au moyen de luminaires répartis comme suit :

- La fourniture et la mise en place de l'éclairage normal intérieur de chantier. (Installation d'éclairage intérieur des zones de circulation communes, couloirs, grand locaux, paliers, escaliers, y compris sous-sols (50 lux / m² minimum, luminaires LED étanches IP65) : 1 luminaire tous les 10 ml.
- La fourniture et la mise en oeuvre de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes d'éclairage de sécurité, pour les besoins du chantier. Ces blocs seront répartis, dans tout le bâtiment en phase construction (aux issues, circulations, cage d'escaliers).
- Dans les locaux : éclairage permettant d'assurer la circulation des personnels en sécurité

Ces dispositions garantiront un niveau d'éclairage général moyen d'environ 50 lux, facilitant la circulation et permettant la reconnaissance des obstacles.

L'installation d'éclairage provisoire sera maintenue et adaptée ou modifiée si besoin. La dépose et l'évacuation en fin de chantier y compris remise en état incombe au titulaire.

Armoires de chantier

Les armoires de chantier à l'intérieur du bâtiment seront fournies, mises en place et raccordées par le titulaire; elles devront présenter les degrés de protection minimale requis par la norme NFC 20 010.

Ces armoires seront implantées de sorte que, en règle générale, on puisse trouver un point de raccordement dans un rayon de vingt cinq mètres de tous les lieux de travail au maximum.

Eclairage extérieur provisoire

L'éclairage des accès de chantier, de la base vie, des bureaux MOE, des cheminements balisés piéton sont à la charge du titulaire. La dépose et l'évacuation en fin de chantier y compris remise en état incombe au titulaire.

6.3 Organisation du chantier – Contrôle d'accès

Dès le début du chantier, jusqu'à la réception, le titulaire surveillera la base vie, les cantonnements, les zones de stockage et le chantier.

L'ensemble du chantier sera clôturé, avec portail(s) d'accès.

Le titulaire a notamment pour mission, jusqu'à la réception du chantier de :

- Contrôler les entrées et les sorties de l'ensemble des personnels et matériels (tout le personnel des entreprises portera un badge sur lequel figurera le nom du salarié ainsi que le nom de la société et justifiant sa fonction).
- Assurer la mise en place d'un système d'alarme, de vidéosurveillance et/ou de tour de garde sur simple demande de la maîtrise d'œuvre et notamment en cas de défaillance de sécurisation du site, de vandalisme, de vol...
- Veiller à la propreté des parties communes (locaux, circulations, zones de stockage, zones poubelles, ...)
- Veiller au rangement des zones de stockage.
- Veiller à la protection contre les vols du chantier et de la base vie
- Veiller au bon état des clôtures et des installations
- Les jours de collecte, sortir les poubelles jusqu'au lieu de ramassage sur voie publique et remise en place
- Suivre l'adaptation des poubelles aux besoins en fonction de l'effectif du chantier, avec l'anticipation nécessaire
- Réguler périodiquement le planning des livraisons

- Les entreprises veilleront lors de leurs commandes à fournir les éléments suivants que le chauffeur devra impérativement connaître :
 - Nom de l'entreprise à livrer.
 - Numéro du CE et nom de l'entreprise titulaire.
 - Nom et Prénom de la personne responsable du déchargement. Un chauffeur ne disposant pas de ces informations pourra se voir refuser l'accès au chantier.

Les éléments ci-après seront assurés par le titulaire :

- Veiller à la fermeture collective du chantier, ainsi qu'à la fermeture et à l'ouverture des bâtiments respectivement en fin et en début de journée de travail. Cette fermeture sera assurée par les menuiseries existantes, ou à défaut par des menuiseries provisoires, mises en place et prises en charge par le titulaire.
- Veiller à la fermeture des locaux communs, notamment en période de froid afin d'éviter le gaspillage d'énergie
- Veiller à l'extinction des lumières

7 CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 GENERALITES

7.1.1 Horaires de chantier

Les travaux sont autorisés suivant les horaires et les conditions définis dans le PGC ou dans le CCTP.

7.1.2 Limitations liées aux contraintes de l'opération

Le titulaire devra tenir compte de l'ensemble des contraintes d'opération de manière à définir les méthodologies et moyens permettant la réalisation des travaux dans le total respect de la sécurité des personnes et de biens dans l'environnement du chantier.

Toute nuisance durant la période de réalisation des travaux devra être limitée. Tous les moyens seront prévus et mis en œuvre par les entreprises afin d'éviter les nuisances suivantes, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Bruits et vibrations (respect des horaires de travail, protections au bruit, utilisation d'engins et outils à émissions sonores limitées, etc.)
- Poussière (prévoir arrosage lorsque nécessaire, revêtement des voiries de chantier limitant les émissions de poussière, etc.)
- Dégradation des voies publiques
- Insécurité liées aux entrées et sorties d'engins
- Gêne liée aux stockages sur chantier
- Insécurité des circulations de piétons
- Stationnement anarchique à proximité du chantier
- Stationnement dans l'enceinte du chantier (à proscrire)
- ...

Les entreprises prendront un soin particulier à limiter les nuisances susceptibles de perturber l'activité des utilisateurs du bâtiment ANSES restant en activité et situé à proximité immédiate du chantier. Dans ce cadre, les entreprises s'engagent à :

- Mettre en place toutes les mesures de réduction de bruit et de vibrations possibles durant toute la durée du chantier et d'autant plus en cas de remarques émises par les utilisateurs du bâtiment voisins
- Prévenir la maîtrise d'œuvre et l'OPC une semaine en amont, en cas de travaux particulièrement bruyants ou émetteurs de vibrations (utilisation de BRH, marteaux-piqueurs, etc.)

Les entreprises se conformeront sans délai aux directives de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, du coordonnateur SPS ou de l'OPC qui mettrait en évidence des lacunes dans la prise en compte de la limitation des nuisances générées par le chantier. Sans amélioration constatée dans les 24h suivant l'émission des directives, les entreprises concernées s'exposeront aux pénalités définies au CCAP.

7.2 APPROVISIONNEMENTS ET CONDITIONS D'ACCES

Il appartient à chaque entreprise intervenant sur le chantier de prendre en compte et de mettre en œuvre les moyens d'accès et d'approvisionnement des matériels et matériaux dans les bâtiments nécessaires à la réalisation des travaux dans le cadre du planning de l'opération. Ces moyens d'accès et d'approvisionnement seront mis en œuvre après accord de l'OPC et de la direction de travaux de façon à s'assurer que l'ordonnancement général du chantier ne soit pas perturbé. La mise en commun de moyens d'approvisionnement et d'accès devra être privilégiée.

7.3 SECURITE

La garantie de la sécurité de l'ensemble du personnel intervenant sur le chantier est une priorité pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Les modalités décrites dans le PGC et les documents émis par le CSPS seront impérativement respectés.

7.4 Manutention et levage

7.4.1 Généralités

Tous les engins de levage, de manutention, de transport, de mouvement de matériaux ou matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur ; il appartient à l'entreprise concernée d'en faire la preuve avant toute première intervention sur le site, et d'effectuer les démarches administratives préalables nécessaires, à ses frais.

Les engins de chantier sont d'un type évitant les nuisances, (bruits, poussières, hydrocarbures, etc.), conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels électriques ou électropneumatiques (notamment les compresseurs d'air comprimé, les B.R.H., les vibreurs) ou autres, seront soigneusement insonorisés afin de n'apporter aucune gêne anormale aux bâtiments de bureaux et d'habitations voisins du chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

Avant toute utilisation, l'entreprise doit communiquer au Maître d'œuvre et au CSPS les procès-verbaux de contrôle de ces engins et justifier des contrats d'assurance et notices d'entretien en cours de validité.

Chaque personne amenée à piloter ces engins doit être en possession de l'habilitation requise.

Tout système de levage ou de grutage doit faire l'objet d'une description auprès du Maître d'Œuvre et du CSPS, avant utilisation.

Ces derniers doivent :

- Être conformes à leur PPSPS et être approuvés par le CSPS,
- Être soumis à l'accord du pilote qui vérifie si ces moyens ne font pas obstacle à la bonne organisation de chantier,
- L'entrepreneur se chargera de toutes les demandes d'autorisation administratives,

L'entrepreneur devra prévoir un conducteur habilité par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité de chaque engin utilisé.

7.5 Gestion des déchets

7.5.1 Déchets amiantés

Une zone de stockage des déchets amiantés sera implantée à côté de la base vie et sera identifiée sur le PIC. Tout déchet amianté sera traité conformément aux éléments décrits dans les différentes pièces marché et pourra être stocké dans la zone de stockage des déchets amiantés avant évacuation définitive hors du site.

Le titulaire devra prévoir tous les travaux nécessaires à la mise en œuvre de cette zone de stockage des déchets amiantés, mais également à la mise en place d'une zone de déchargement, du barriérage et de la signalétique adaptée.

7.5.2 Déchets non amiantés

Les modalités de collecte des déchets non amiantés seront précisées lors de la préparation du chantier.

Il sera mis en place sur chantier une gestion des déchets et un tri sélectif des déchets avant évacuation. Le titulaire assurera pour la durée de ses prestations la mise en œuvre de bennes de tri sélectif. Le nombre et positionnement de ces bennes sont à préciser dans le plan d'installation de chantier.

L'intégralité des éléments mis en œuvre par le titulaire au titre de cette prestation sont compris toutes sujétions techniques, financières et organisationnelles. Toutes les charges de maintenance de ces installations sont comprises dans les coûts supportés par le titulaire.

Tout manquement à ces obligations, y compris celles éventuellement formulées par des tiers, seront sanctionnées selon les pénalités décrites au CCAP. Le Maître d'œuvre, le SPS et le Maître d'ouvrage se réservent le droit, sans que cela justifie une augmentation du forfait de l'entreprise, d'imposer au titulaire d'augmenter, de réorganiser les moyens mis en place si ceux-ci sont jugés insuffisants au vu de l'ampleur du projet. Le cas échéant, le titulaire du lot conservera la pleine et entière responsabilité des nouveaux moyens ainsi mis en œuvre.

Le stockage de déchets et/ou gravais hors des bennes dans l'enceinte du site est interdit. Les bennes doivent être vidées dans des décharges agréées pour le type de déchets qu'elles contiennent.

Le titulaire assurera les prestations suivantes qui seront à sa charge :

- la mise en place et l'évacuation des bennes au cours du chantier,
- le suivi des déchets,
- les frais de mise en décharge des DIB du chantier,
- la transmission au MOE de la copie des bons d'enlèvement et des bordereaux de suivi des déchets,
- la gestion des bennes de chantier,
- le nettoyage quotidien des zones de bennes,
- la maintenance et l'entretien des zones de bennes,
- l'adaptation ou la création de zones de bennes qui s'avèreraient nécessaires au bon déroulement du chantier.

Tout manquement du titulaire à ces obligations est pénalisable selon les modalités décrites au CCAP.

Les déchets contenant ou ayant dans leurs compositions des produits toxiques ou dangereux (hydrocarbures, peintures, solvants, colles, tubes fluo, cartouches de mastic, etc.) ne peuvent être déposés dans les bennes à gravats. Ils devront recevoir obligatoirement un traitement approprié, sous la responsabilité et aux frais du titulaire qui en assure le suivi.

Les entreprises doivent prendre toutes les dispositions empêchant toute pollution atmosphérique ou de nappe phréatique ainsi que toute précaution visant à la prévention de l'environnement.

7.6 NETTOYAGES

Le maintien de l'ensemble des zones de travaux dans un parfait état de nettoyage constitue une obligation contractuelle du titulaire. La propreté du chantier est un élément fondamental de sécurité et de productivité. Pour être efficace, la tâche propreté est indissociable de celle d'évacuation des déchets, gravais, emballages, ... Cette évacuation doit être journalière dans l'ensemble du chantier et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé. La maîtrise d'ouvrage attache une importance toute particulière au maintien de la propreté du chantier durant toute la phase de réalisation des travaux.

Les zones de travaux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, doivent être nettoyés en fin de journée : les déchets, emballages, chutes sont évacués vers les bennes de tri de façon quotidienne. Le titulaire est responsable du nettoyage de ses emprises. Il sera réalisé quotidiennement, sans qu'il soit besoin de le solliciter.

En cas de défaut de nettoyage persistant plus de 24h après demande de nettoyage, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire établir lui-même ce nettoyage et de répercuter les dépenses au titulaire.

Tous les moyens humains et matériels nécessaire au nettoyage du chantier devront être mis en œuvre par le titulaire. Cette obligation ne pourra en aucun cas justifier une quelconque demande de révision du prix global et forfaitaire et/ou du délai global et/ou partiel de l'entreprise.

8 POINTS DIVERS LIES AU FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

8.1 CONSIGNATION DES RESEAUX

Le MOA a la charge de la consignation des réseaux dans chaque zone de travaux.

Avant le démarrage des travaux de curage et de désamiantage dans une zone (hors pré désamiantage pour installations des lifts), l'ensemble des réseaux actifs auront été préalablement consignés ou repérés dans le cas où ils doivent être ponctuellement maintenus pour des besoins d'exploitation.

8.2 SOLUTIONS ANTI-INTRUSION

Des solutions adaptées devront être mises en œuvre par le titulaire pour empêcher toute intrusion dans les niveaux accessibles de plain-pied pendant toute la durée du chantier.

8.3 PROTECTIONS COLLECTIVES

Dans le cas de dépose d'ouvrage de protection, type garde-corps existants, le titulaire mettra en place systématiquement en remplacement les protections collectives adaptées dans les conditions prévues dans les pièces marché.

Fin du document